

Conjoncture internationale 2009

Alors que l'année s'achève, le bilan économique est mitigé pour la plupart des pays développés : la reprise économique est là mais demeure fragile, avec un taux de chômage qui explose, et un poids des dettes publiques qui devient inquiétant. 2010 s'annonce comme une année de transition, à croissance molle.

L'économie mondiale 2009, une année plutôt mitigée sur le plan économique, mais bonne pour la finance

Au niveau des indicateurs économiques, l'année 2009 peut être divisée en deux parties. Un premier semestre de l'année a été marqué par la récession, et le retour en force de l'intervention des États pour relancer leurs économies. Les politiques de relance budgétaire et monétaire ont permis un rebond de la production dans les pays développés au second semestre 2009, soutenus par l'effet technique de la fin du déstockage des entreprises. Au final l'année 2009 aura été meilleure que 2008. Mais cette relance a un prix. Les États ont en effet subi un redoutable effet ciseaux. D'un côté, leurs recettes fiscales, qui dépendent du niveau d'activité, ont plongé à cause de la récession. De l'autre, leurs dépenses ont grimpé en flèche, tirées par la hausse des indemnités chômage et les mesures de protection sociale. Ce à quoi il faut ajouter la facture des plans de relance. Ainsi, la dette moyenne des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui représentait 73 % du PIB en 2007, devrait atteindre les 100 % d'ici 2011. Et les budgets publics ont beaucoup souffert de la crise depuis septembre 2008, à tel point que la solvabilité de certains pays est remise en question. Au terme de l'année, l'activité repart lentement, maintenue sous perfusion des liquidités injectées par les banques centrales et les plans de relance des États.

Mais si la situation économique s'est stabilisée, l'année 2009 a surtout été marquée par la crise sociale ; dernier maillon de la chaîne, l'emploi paye un lourd tribut à la crise avec une hausse importante du chômage dans tous les pays, tandis que les entreprises préservent leurs marges. Le cercle vertueux de la croissance est pour l'instant rompu en l'absence de redémarrage de la consommation des ménages, dont le pouvoir d'achat stagne. En outre, la hausse des déficits publics dans les pays développés laisse augurer des hausses d'impôts.

Finalement, c'est le secteur financier qui s'en sort le mieux en 2009, avec le rebond des Bourses à travers le monde. Face aux inquiétudes économiques des pays, les investisseurs ont massivement investi sur l'or - qui a atteint un niveau record à 1 226 dollars l'once le 3 décembre - tout en reprenant prudemment position sur le marché des actions. De même, les prix des matières premières (alimentaires ou non) atteignent des niveaux historiques. En cause, le climat (notamment El Niño qui assèche l'Asie et inonde l'Amérique latine, deux continents où sont concentrées les productions des denrées agricoles), le manque d'investissements et la spéculation ; une bulle spéculative est en train de se former dans le domaine des matières premières, le marché des actions ou de l'immobilier ne suffisant plus à placer les liquidités injectées dans l'économie lors de la crise. On se souviendra également de 2009 comme l'année de la chasse aux sorcières des marchés, à savoir les traders et leurs bonus aux montants exorbitants accusés d'avoir incité à la prise de risque excessive. Sujet d'autant plus brûlant que les milliards d'aide publique apportés aux banques ne devaient pas servir à rémunérer les traders. Mais les efforts pour discipliner le capitalisme n'ont pas été les mêmes dans tous les pays ; si la France et le Royaume-Uni ont instauré de

N° 3/2010

Directeur de la publication :
Hervé BACHERE

Auteur de la publication :
Claire TALVARD

Réalisation : ISPF

Dépôt légal : Mai 2010
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2010

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf
Site internet : www.ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

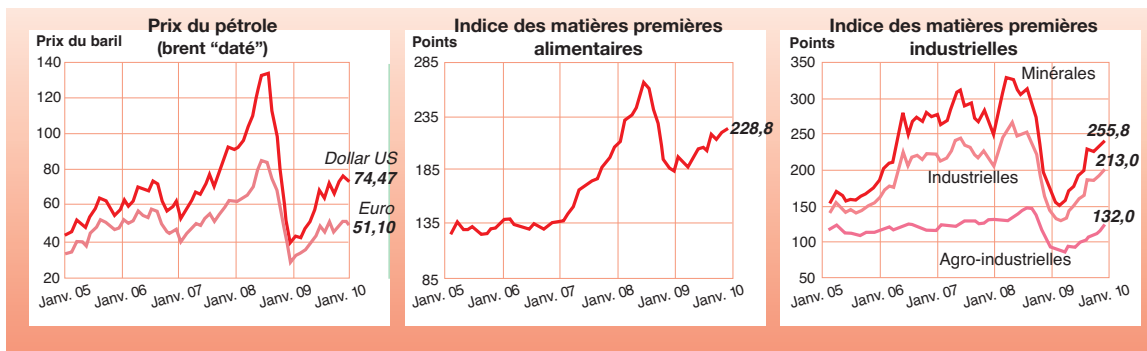
nouvelles réglementations encadrant leurs rémunérations, les États-Unis s'en sont tenus à des injonctions aux banques. Et l'idée d'une régulation mondiale et d'une réforme des institutions internationales qui a pris corps autour des réunions du G20 semble déjà être en panne sous la pression des lobbies et des intérêts propres de chaque État.

Cet environnement mitigé a également mis en exergue la force des nouvelles puissances, en tête desquelles la Chine se démarque. Dans cette nouvelle configuration de jeu, les pays émergents jouent désormais les arbitres : ces dernières années, la Chine s'est imposée comme le juge incontournable dont les mouvements, en particulier le soutien ou non du dollar, pouvaient faire basculer l'économie dans un sens ou dans l'autre. Le Brésil et l'Inde ne sont pas en restes. Plus discrets, ces deux immenses pays n'en sont pas moins des acteurs désormais de premier plan, avec en second rideau la Russie. En contrepartie, la fin de la suprématie américaine dans l'échiquier mondial n'en finira pas de recomposer la carte économique et politique mondiale.

L'année 2009 s'achève sur des constats contrastés. Des actions ont été prises pour endiguer la crise, mais le retour à une croissance durable n'est pas assuré en 2010. Cette année s'annonce comme une année de transition, avec un retour de la croissance, même faible. Celle-ci demeure toutefois conditionnée par de nombreux facteurs tels que le prix du pétrole, les taux d'intérêt, les taux de change, la santé de l'économie chinoise, la régulation financière... Le chômage devrait poursuivre sa hausse et l'accès au crédit demeurer limité, alors que la demande privée est censée prendre le relais du soutien public. En 2010, l'économie mondiale entre en convalescence.

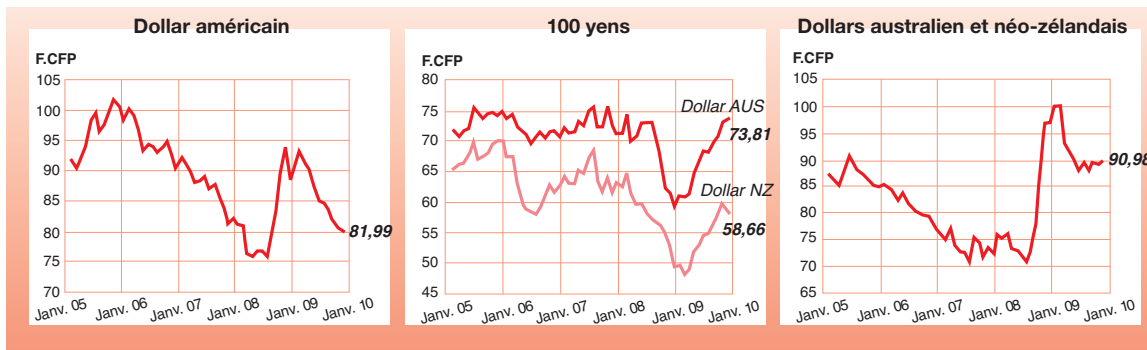
Industrie

Source : INSEE



Change

Source : Banque de Polynésie



Indices boursiers

Source : yahoo finance



Principaux indicateurs économiques - données brutes - année 2009

	PIB (estimations du FMI) <i>Taux de croissance annuelle</i>	Indice des prix à la consommation <i>Taux moyen</i>	Taux de chômage <i>en fin de trimestre</i>	Taux directeur <i>Banques centrales</i>	Variation sur un an
États-Unis	-2,4 %	-0,3 %	10,0 %	0,25 %	-0,75 pt
Zone Euro	0,3 %	0,3 %	9,9 %	1,00 %	-1,50 pt
France métropolitaine	-2,2 %	0,1 %	10,0 %	1,00 %	-1,50 pt
Japon	-5,0 %	-1,4 %	5,1 %	0,10 %	0,00 pt
Australie	1,1 %	1,9 %	5,5 %	3,75 %	-0,50 pt
Nouvelle-Zélande	-1,7 %	2,2 %	7,3 %	2,50 %	-2,50 pts
Chine	8,7 %	-0,7 %	4,3 %	5,30 %	0,00 pt

Sources : instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE

■ États-Unis : turbulences sans précédent sur le marché du travail

Après quatre trimestres de recul du produit intérieur brut (PIB), les États-Unis sortent de la récession au cours du troisième trimestre 2009 avec une hausse de 0,6 % du PIB. L'économie du pays s'est légèrement améliorée au milieu de l'année, avec la reprise de la consommation des ménages. Cependant, cette dernière demeure très dépendante de l'accès au crédit, dont les conditions d'attribution demeurent exigeantes. Cette reprise ne se retrouve pas sur l'emploi qui s'est dégradé tout au long de l'année. Le taux de chômage était de 7,2 % fin 2008, un niveau déjà élevé pour les Américains ; il passe à 10 % fin 2009, soit près de 5 millions d'emplois détruits. Les chômeurs de longue durée représentent aujourd'hui plus de 35 % des chômeurs, un niveau jamais observé. Parallèlement, la qualité de l'emploi se dégrade (temps partiel, contrats temporaires, etc.). Les saisies d'appartements par les banques ont continué, désertifiant des quartiers entiers. Les mises en chantier sont en chute libre, et le secteur du BTP a vu ses dépenses mensuelles diminuer de 20 %. Seule la finance s'en sort avec la hausse de l'indice Dow Jones qui a repris 56 % de sa valeur en 2009. Pourtant, seul un petit nombre de grands noms de la finance gagnent de nouveau beaucoup d'argent. Le reste du secteur souffre avec de nombreuses faillites de banques locales ou régionales (123 banques en 2009, contre 25 en 2008). Et les analystes prévoient des centaines d'autres faillites en 2010.

Seul point positif au recul de l'emploi aux États-Unis, les entreprises en ont profité pour restaurer leur productivité, ce qui devrait déboucher sur une meilleure rentabilité, et sur le retour des investissements, lesquels sont censés contribuer à une reprise durable.

Le plan de relance de l'État aura tout de même permis au pays d'éviter une nouvelle Grande Dépression. Le pays finit l'année sur une croissance négative (-2,4 %). Quant aux finances publiques, le déficit fédéral se situe aux alentours des 10 % du PIB, niveau sans précédent depuis la guerre mondiale. Mais le niveau de la dette publique est relativement peu élevé par rapport aux autres pays développés, et même si elle continue d'augmenter (les dépenses de santé et des retraites augmenteront bien plus vite que les recettes fiscales), le marché de la dette américaine demeure particulièrement attractif (sa grande liquidité et le dollar est la devise de réserve principale).

■ Zone euro : chacun pour soi

La zone euro, qui compte désormais seize pays (entrée de la Slovaquie le 1^{er} janvier 2009), s'en sort plutôt bien en 2009, avec un produit intérieur brut (PIB) en légère hausse à 0,3 %. Mais l'année finit tout de même en demi-teinte, avec des pays plus touchés que d'autres par la crise. Les réactions des différents pays de la zone se sont faites de manière individuelle, sans réelle concertation. Chaque gouvernement a annoncé, chacun de son côté, des mesures de soutien adaptées au profil de son économie, s'affranchissant de leurs engagements au regard des critères de convergence. Ces mesures (prime à la casse, baisse d'impôts, etc.) ont fini par réunir ces pays sur plusieurs points : leurs déficits (budgétaire, public, social), leur endettement public (bien au-delà de la barre des 60 % fixée par Maastricht), et enfin le chômage. La dette publique totale émise dans la zone euro devrait culminer à 1 000 milliards d'euros en 2010.

La récession est sévère pour l'Allemagne, dont l'économie – habituellement tirée par la demande extérieure – a été particulièrement affectée par l'effondrement de la conjoncture mondiale. Les exportations qui comptent pour près de 50 % du PIB se sont contractées de 14,7 %, et les investissements industriels ont chuté de 20 %. En 2009 le PIB

allemand diminue de 5 %, malgré une politique publique forte et une entorse à son orthodoxie budgétaire (la dette passe de 65 % à 85,5 % du PIB). Le déficit public atteint 3,2 % du PIB. Le chômage reste relativement sous contrôle grâce à l'incitation au chômage partiel (Kurzarbeit) subventionné par l'État.

En France, le gouvernement a pris des mesures pour limiter la crise sociale, en soutenant les entreprises et les ménages modestes, quitte à faire exploser l'endettement (77 % du PIB) et les déficits (8,2 % du PIB). Le chômage a crû à une vitesse sans précédent, pour atteindre 9,9 % de la population active fin 2009 (10,1 % avec les Départements d'Outre-Mer).

L'Espagne est le pays qui a le plus dépensé en plans de relance (2,3 % du PIB en 2009), mais reste à la traîne de l'ensemble de la zone euro en raison des handicaps structurels de son économie. Le pays a dépassé le cap des 4 millions de chômeurs, soit un taux record de 18,9 % de la population active.

Enfin, la Grèce est au bord de la faillite avec une dette de 300 milliards d'euros à 113,4 % du PIB, tandis que le déficit public s'élève à 12,7 % du PIB contre 6 % annoncés auparavant ; le pays est soupçonné d'avoir manipulé ses statistiques pour s'ancrer à l'euro, et a ainsi perdu toute crédibilité, risquant d'entacher par là-même celle de la zone euro.

Japon : changement de cap politique et économique

Le Japon est resté de justesse la deuxième économie mondiale en 2009, devant la Chine, malgré une forte récession. Le produit intérieur brut (PIB) japonais s'est contracté de 5 % en termes réels en 2009, la plus forte baisse depuis 1955, à cause d'un premier trimestre catastrophique au cours duquel l'économie du pays a encaissé le choc de la crise mondiale. L'assèchement du crédit qui freine l'investissement des entreprises, l'appréciation du yen et le net ralentissement de la demande mondiale, ont pénalisé les exportations, principal moteur de la croissance. Le gouvernement de l'époque (PLD) recourt à des financements publics afin de soutenir l'activité par des grands travaux programmés sur trois ans. Mais les élections législatives du 30 août ont porté au pouvoir le Parti démocrate du Japon (PJD), après le Parti libéral démocrate (PLD) qui occupait le pouvoir quasi sans interruption depuis 1955. Ce changement n'est pas sans conséquence sur l'économie puisque ce nouveau gouvernement de centre gauche entend relancer l'économie en soutenant la consommation et non en privilégiant seulement les investissements et les entreprises. L'objectif étant de rééquilibrer une économie trop dépendante de ses exportations et où la consommation demeure atone.

Pour financer des mesures de relance coûteuses (la plus spectaculaire est l'allocation mensuelle d'une enveloppe de 196 euros aux familles pour chaque enfant jusqu'à sa dernière année au collège), le nouveau gouvernement a lancé une grande réforme de son administration qui lui aurait déjà permis de gagner un demi-point de PIB. La dette publique qui atteint déjà 170 % du PIB (148 % en 2007) risque tout de même d'augmenter encore. Le Japon termine l'année dans la déflation dont il était sorti début 2006, avec un taux de chômage de 5,1 %. Le tourisme a baissé de 20 % en 2009.

L'archipel s'est aussi engagé à réduire de 25 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, ce qui lui permettrait de faire évoluer son économie vers un nouvel âge industriel, basé sur les « technologies vertes ». Enfin, le gouvernement nippon souhaite rééquilibrer ses relations internationales, et milite entre autre pour la création d'une communauté asiatique inspirée de l'Union européenne.

Chine : investissements massifs à l'étranger

Au cours de l'année 2009, tandis que les grandes économies mondiales essaient de relancer leurs économies, la Chine émerge de la crise en position de force sur la scène internationale. Tout d'abord parce qu'elle demeure le trésorier des États-Unis, en mal de crédit. Ensuite, avec 43,3 milliards de dollars d'investissements directs chinois à l'étranger en 2009 hors secteur financier (+6,5 %), la Chine est pourvoyeuse d'investissements providentiels pour les pays en développement. À 40,5 %, ils ont pris la forme de fusions et acquisitions. Depuis 2005, lorsqu'ils avaient atteint 6,92 milliards de dollars, ces investissements hors frontières ont été multipliés par plus de six. L'an dernier, la Chine les a particulièrement développés au troisième trimestre, alors que sa croissance repartait en forte hausse (+8,9 %), laissant entrevoir que le pire de la crise économique était passé. De juillet à septembre, elle a notamment triplé ses investissements dans les secteurs minier et industriel (20,5 milliards de dollars de juillet à septembre, en hausse de 190 %). Les autorités encouragent les entreprises chinoises à s'internationaliser et à acquérir des actifs à l'étranger depuis plusieurs années. Ressources énergétiques et matières premières sont une des grandes cibles des investisseurs chinois.

Enfin, la Chine peut s'appuyer sur un marché intérieur en pleine expansion. La production industrielle chinoise s'est accrue de 11 % en 2009 et la tendance s'est accélérée au quatrième trimestre, atteignant un rythme annuel de 18 %.

Le gigantesque plan de relance de 4 000 milliards de yuans (390 milliards d'euros) lancé fin 2008 pour 2 ans a permis de maintenir la croissance du PIB au-delà de 8 %, et amorti le choc de la baisse des exportations (-20 %). La Chine supplante l'Allemagne pour devenir le premier exportateur mondial sur l'ensemble de l'année 2009, malgré le ralentissement des exportations dû à la crise économique mondiale. De même, avec une croissance de 8,7 % en 2009, la Chine est bien partie pour rafler dès cette année ou en 2011 la place de 2^{ème} économie mondiale au Japon qui la détient depuis plus de quarante ans. Il faudra donc définitivement arrêter de parler de la Chine comme un pays émergent. Quasiment devenue la locomotive des marchés mondiaux, la Chine dicte ses conditions.

Mais cette rapide expansion cache des déséquilibres et problèmes sociaux qu'elle a exacerbés ; le chômage augmente, en particulier dans les campagnes, les inégalités sociales se creusent. De même, la sous-évaluation du yuan, gelé depuis l'été 2008 autour de 6,83 yuans pour 1 dollar, provoque de forts déséquilibres mondiaux, permettant à la Chine d'exporter massivement des produits très concurrentiels tout en pénalisant les importations de biens étrangers à destination du marché chinois.

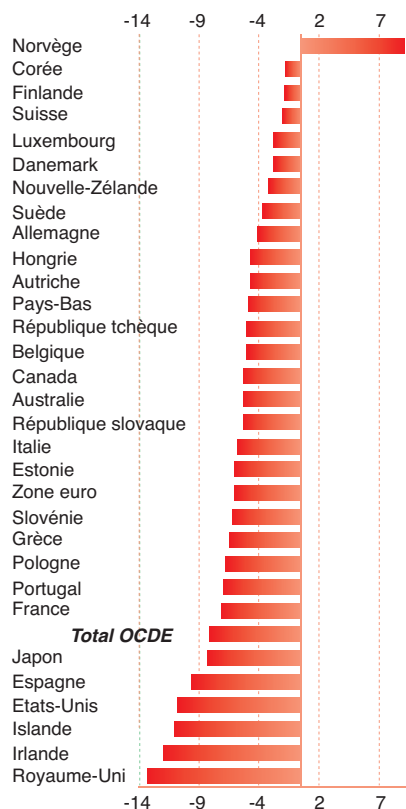
Pacifique Sud : impact de la crise limité

En Australie, les répercussions de la récession mondiale se sont avérées modérées, puisque le pays échappe de justesse à la récession. L'Australie dispose en effet d'un système bancaire sain avec peu d'investissement à risque. Mais surtout, le pays profite du boom minier démarré en 2000. Et malgré les craintes de voir la demande mondiale, et principalement asiatique, diminuer durant la crise, les projets n'ont cessé d'être lancés en 2009, en particulier le projet d'exploitation de gaz naturel de Gorgon qui devrait rapporter au PIB environ 43 milliards d'euros.

Ainsi le pays fait figure d'exception parmi les économies développées ; grâce à l'excédent budgétaire hérité de la décennie précédente, le gouvernement a pu mettre en place un plan de relance fiscale destiné à doper la

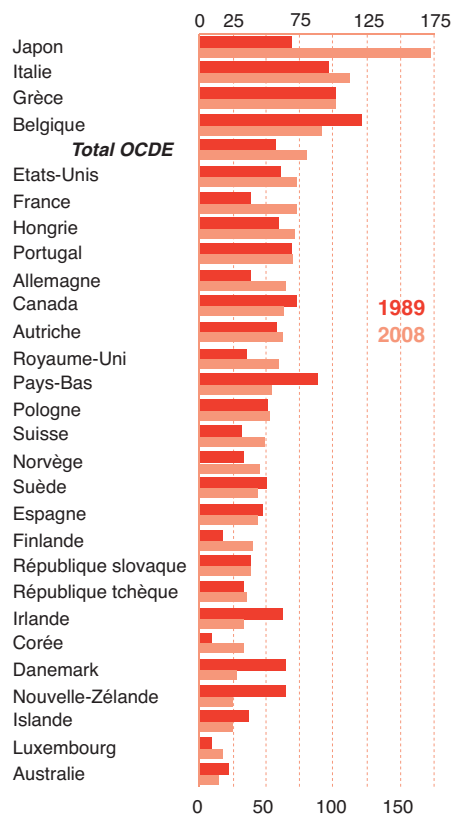
Déficits publics des pays de l'OCDE

En % du PIB nominal, 2009



Hausse de la dette publique des pays de l'OCDE

En % du PIB



Source : OCDE

consommation. Le chômage se limite ainsi à 5,5 %. Preuve de la confiance retrouvée, la banque fédérale a relevé son taux directeur à trois reprises au dernier trimestre 2009.

En dépit de ses bons résultats, l'économie australienne est très dépendante du secteur minier et de la demande chinoise, et le secteur agricole demeure en crise après des années de sécheresse.

Après cinq trimestres consécutifs de recul du PIB, la Nouvelle-Zélande sort de la récession au second semestre 2009. Ce pays a bénéficié des bons résultats de ses principaux partenaires commerciaux comme l'Australie (20 % des échanges), mais aussi d'un système bancaire sain, et d'une économie tournée essentiellement vers la production de matières premières agricoles, dont la baisse de la demande mondiale a été peu marquée. En outre, avec un taux d'intérêt à 7 % en 2008, la banque fédérale disposait d'une large marge de manœuvre (2,5 % fin 2009). Le gouvernement a tout de même mis place un plan de relance et baissé des taxes et impôts. Et si les résultats sont encourageants, la Nouvelle-Zélande souffre toujours de ses problèmes structurels d'avant crise comme le déficit de la balance commerciale et le taux d'endettement élevé des ménages.

Janvier

- le 01 • **ZONE EURO – La Slovaquie adopte la monnaie unique : c'est le seizième pays qui adopte l'euro comme monnaie unique.**
- le 15 • **ZONE EURO – Taux d'intérêt : la Banque centrale européenne baisse ses taux d'intérêt pour maintenir l'inflation aux environs de 2 %.** Elle a abaissé son taux de refinancement de 2,5 % à 2 %.
- le 31 • **PRIX – Désinflation : le ralentissement de l'inflation amorcé en fin d'année 2008 se poursuit en janvier.** En France l'inflation n'est plus que de +0,7 % sur un an, de +1,1 % dans la zone Euro, +1,0 % en Chine, -0,2 % aux États-Unis, et +1,3 % pour les pays de l'OCDE.
- le 31 • **JAPON – Le Japon a subi en janvier son premier déficit courant en 13 ans.** Celui-ci s'est monté à 173 milliards de yens en raison de l'effondrement des exportations et de la baisse des rendements de ses investissements à l'étranger (rapatriement de capitaux) ; la baisse de la demande mondiale en produits industriels conjuguée à la hausse du yen pénalisent fortement l'économie nipponne dont le PIB a chuté de 13 % au dernier trimestre 2008.
- le 31 • **TRANSPORT AÉRIEN – Le transport aérien compte parmi les secteurs les plus rapidement touchés par le ralentissement de l'économie mondiale.** En raison de la contraction du commerce mondial, son activité fret affiche une chute sans précédent (-23,2 % en janvier sur un an), selon l'Association internationale du transport aérien (IATA). Le trafic passager souffre aussi (-5,6 % en janvier). Face à cette crise, les compagnies réduisent leurs capacités : pour la saison été 2009, Air France-KLM va réduire son offre de 3,4 % par rapport à 2008.

Février

- le 01 • **FRANCE – Banque : le taux du Livret A passe de 4 à 2,5 %.** Le gouvernement a choisi de limiter la baisse de ce taux qui aurait dû descendre à 2 %. Le taux du Livret A est ajusté en août et en février.
- le 03 • **JAPON – Économie : les plans sociaux s'accroissent dans l'Archipel.** Les géants japonais de l'électronique (Sony, Toshiba, TDK...) et les constructeurs automobiles (Toyota, Honda, Nissan...) s'effondrent les uns après les autres, victimes d'une chute des commandes, d'une baisse des prix et d'un yen qui n'en finit pas de grimper. Résultat : plus de 80 000 emplois ont été supprimés au Japon et à l'étranger.
- le 07 • **CHINE – Taux de chômage : le taux de chômage urbain, qui exclut les travailleurs migrants, est estimé à 4,6 % début 2009, contre 4,2 % au dernier trimestre de 2008.** Le gouvernement estime qu'environ 20 millions de travailleurs migrants ruraux, soit 15,3 % du total, sont retournés dans leurs campagnes après la perte de leur emploi en ville.
- le 11 • **FRANCE – Emploi : journée noire pour l'emploi.** Les sociétés SEB, PSA, 3suisses, La Redoute, annoncent des plans sociaux. Avec 90 200 demandeurs d'emplois en plus au mois de janvier 2009, le Pôle emploi (ANPE+ASSEDIC) connaît la plus forte augmentation jamais enregistrée. Sur un an, les demandeurs ont augmenté de 15,4 %.
- le 14 • **ÉTATS-UNIS – Plan de relance : le Congrès américain approuve un plan de relance de 787 milliards de dollars.** Pour l'instant le texte prévoit des réductions d'impôts pour les classes moyennes, des investissements dans les infrastructures et les énergies alternatives ainsi qu'une aide aux personnes défavorisées et sans emploi.
- le 27 • **ASEAN – Accord de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.** Le 14^{ème} sommet de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) débouche sur la création d'une zone de libre échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie et d'un fonds d'entraide de 120 milliards de dollars. La décision de créer une communauté économique a été confirmée.

Mars

- le 03 • **ÉTATS-UNIS – Crise boursière : un an après, AIG annonce encore 100 milliards de pertes, et un troisième plan de sauvetage.** L'assureur est à nouveau renfloué de 30 milliards de dollars.
- le 07 • **ÉTATS-UNIS – Emploi : nouvelle semaine noire pour l'emploi.** Entre le 2 et le 7 mars, 654 000 nouveaux chômeurs sont venus grossir les rangs des demandeurs d'emploi, après les 645 000 de la semaine précédente. Les États-Unis ont perdu 598 000 emplois en janvier et 651 000 en février, des sommets jamais atteints depuis les années 1970.
- le 15 • **NOUVELLE-ZÉLANDE – Politique monétaire : la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande a réduit de 50 points de base son taux directeur à 3,00 %, ralentissant son cycle de réductions après deux diminutions de 150 points de base.**

Avril

- le 08 • **ZONE EURO – Taux d'intérêt : la BCE baisse son taux directeur d'un quart de point à 1,25 %.**
- le 30 • **RUSSIE – Croissance : le Produit intérieur brut (PIB) russe, très dépendant des exportations d'hydrocarbures, a diminué de 10,5 % en avril.**
- le 30 • **CHINE – Plan de relance : l'industrie des matières premières a enregistré une croissance de 5,3 % en Chine durant les quatre premiers mois 2009, grâce à l'augmentation de la demande intérieure, et à la récente hausse des prix sur le marché. Les ventes**

de voitures particulières ont bondi de 37,4 %, les mises en chantier de logements de 30 % à 40 %, alors que les importations ont continué de reculer au rythme de 20 %.

- le 30 • **FRANCE – Emploi** : les demandes d'emploi augmentent de 2,4 % au mois d'avril, et de 24,6 % sur un an. Il y a 58 500 nouveaux chômeurs de catégorie A, soit un total de 2,5 millions en métropole, et 3,5 millions si l'on ajoute les personnes exerçant une activité réduite.
- le 30 • **JAPON – Prix** : les prix de gros sur le marché intérieur au Japon ont reculé de 3,8 % sur un an en avril, leur plus forte chute en près de 22 ans, illustrant l'installation dans la déflation de la deuxième économie mondiale. Il s'agit de la quatrième baisse mensuelle d'affilée et de la plus importante depuis juin 1987.
- le 30 • **OCDE – Prévisions** : en France, en Italie, au Canada ou au Royaume-Uni, les indicateurs composites avancés de l'OCDE d'avril laissent apparaître « une atténuation du rythme de détérioration » des économies avancées. « Un signal positif semble poindre aussi en Allemagne, au Japon et aux États-Unis », alors que la plupart des économies non membres de l'OCDE, à l'exception de la Chine et de l'Inde, « font encore face à une détérioration des perspectives économiques ».

Mai

- le 01 • **FRANCE – Épargne** : le taux du livret A passe à 1,75 %, contre 2,5 % auparavant, son plus bas niveau depuis sa création en 1818.
- le 08 • **ZONE EURO – Politique monétaire** : la BCE baisse son taux directeur d'un quart de point à 1 %. C'est son plus bas niveau depuis la création de la monnaie unique.
- le 27 • **FRANCE – Emploi social** : 2 377 suppressions de postes sont annoncées dans les entreprises en France. Les licenciements économiques ont augmenté de 47 % en un an, mais ne représentent que 4,4 % du total des inscriptions au chômage.
- le 31 • **AUSTRALIE – Emploi** : le pays résiste relativement bien à la crise mais l'impact sur l'emploi commence à se faire sentir. Le taux de chômage en mai s'établit à 5,7 % de la population active (+1,6 point sur un an).
- le 31 • **ÉTATS-UNIS – Emploi** : le rythme de destruction d'emploi a ralenti en mai. Le taux de chômage reste très élevé, à 9,4 % en mai, son plus haut depuis 26 ans. En incluant les chômeurs ayant abandonné l'idée de trouver un autre emploi, ou accepté un temps partiel, le taux de chômage dépasse les 15 %, du jamais vu depuis 1994.

Juin

- le 30 • **FRANCE – Croissance** : le PIB français pour le deuxième trimestre a progressé de 0,3 %, selon les premiers chiffres, après quatre trimestres consécutifs de recul. L'amélioration du solde du commerce extérieur et la bonne résistance des dépenses de consommation des ménages expliquent ce rebond.
- le 30 • **ENTREPRISES – Défaillances** : plus de 7 000 faillites d'entreprises ont été recensées au Japon au cours des six premiers mois de l'année 2009, laissant chacune un déficit moyen de plus de 10 millions de yens (75.000 euros). En France, plus de 2 000 PME de plus de 15 ans ont déposé le bilan au deuxième trimestre 2009.
- le 30 • **JAPON – PIB** : le Japon serait aussi sorti de la récession, suivant la tendance de la France et de l'Allemagne. Le produit intérieur brut (PIB) de l'archipel a progressé de 0,9 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, grâce aux exportations et à la consommation des ménages, tous les deux en hausse (+6,3 % et +0,8 % respectivement).
- le 30 • **ÉTATS-UNIS – Emploi** : après l'accalmie du mois de mai, le chômage augmente à 9,5 % de la population active, le niveau le plus élevé depuis 1983. La productivité aux États-Unis a enregistré sa plus forte progression en six ans au deuxième trimestre (+6,6 % hors secteur agricole). Cette amélioration résulte de la diminution du nombre d'heures travaillées (-7,6 % au 2^{ème} trimestre). Le temps de travail hebdomadaire est évalué à 33,2 heures.
- le 30 • **CHINE – Commerce extérieur** : la Chine a dépassé l'Allemagne au premier semestre pour devenir le premier exportateur mondial.
- le 30 • **MATIÈRES PREMIÈRES Pétrole** : la demande de pétrole revient avec les espoirs de sortie de crise : son cours atteint un pic haut à 71 \$US au terme du premier semestre 2009, parallèlement à un niveau bas du dollars US. Les cours pétroliers ont doublé depuis 3 mois, passant de 35 \$ à plus de 70 \$.

Juillet

- le 24 • **CHINE – Matières premières** : la Chine signe un gros contrat pétrolier avec l'Équateur à qui elle va verser plusieurs milliards de dollars pour l'achat d'au moins 720 000 barils de brut qui lui seront livrés en plusieurs fois.
- le 31 • **JAPON – Emploi** : le taux de chômage au Japon a atteint en juillet le niveau record de 5,7 % et la déflation s'est aggravée. En outre, on ne recensait que 42 offres d'emploi pour 100 demandes, le plus faible niveau jamais enregistré. Il y a un an, cette proportion était deux fois plus élevée (89 offres pour 100 demandes). En Polynésie française, on recense, en juillet 2009, 8 offres normales pour 100 demandes et 24 si l'on compte les offres aidées du secteur marchand.
- le 31 • **FRANCE – Échanges commerciaux** : pour la première fois depuis quatre ans, le déficit extérieur est limité à 1,29 milliard d'euros en juillet 2009. Boostées par les équipements de transport (un paquebot, 3 satellites et 18 Airbus), l'automobile et la pharmacie, les exportations bondissent tandis que les importations progressent légèrement (dans l'automobile, la chimie, les équipements électroniques et l'agroalimentaire).
- le 31 • **ÉTATS-UNIS – Conjoncture** : le solde commercial recommence à se dégrader massivement (+16,3 % en un mois). La valeur des importations américaines (+4,7 %) a augmenté à un rythme jamais vu depuis 1992, grâce à une bonne tenue de la consommation des ménages, mais aussi à une reprise de l'investissement. Les exportations ont, elles aussi augmenté, mais à un rythme moindre (+3,2 %).

Août

- le 19 • **AUSTRALIE – Matières premières** : l'Australie a conclu deux gros accords pour fournir du gaz naturel liquéfié (GNL). Le premier de 41,3 milliards de dollars US avec la Chine, et le second de 60 milliards de dollars US avec le Japon et la Corée du Sud. Le GNL proviendra du champ gazier de Gorgon, au large de l'Australie occidentale, dont l'exploitation doit débuter en 2014. Ce projet devrait apporter un bénéfice important à l'économie du pays en créant environ 10 000 emplois directs et indirects. Et Canberra n'exclut pas de détrôner le Qatar pour devenir, à l'horizon 2020, le premier producteur mondial de GNL.
- le 27 • **INDE – Acier** : la croissance indienne annuelle a résisté à 6,1 % au premier trimestre, aidée par des mesures de relance, mais la sidérurgie est à la peine ; Tata Steel a créé la surprise en annonçant de grosses pertes suite à la chute de la demande mondiale d'acier.

le 30 • **MONDE – Automobile** : le marché automobile est en hausse de 7 % en août, en France. Les marques françaises continuent de tirer leur épingle du jeu. En revanche, le Japon enregistre un recul des ventes de 0,5 % en août 2009 sur un an. Le géant japonais Toyota, premier constructeur mondial, va réduire sa production d'un million de véhicules (-10 %) du fait de la crise. En revanche, en Chine, les ventes de véhicules ont une nouvelle fois bondi en août, progressant de 81,7 %, pour atteindre 1,14 million d'unités.

le 31 • **ÉTATS-UNIS – Conjoncture** : pour le cinquième mois consécutif, l'indice composite des indicateurs économiques qui synthétise la conjoncture à venir est en hausse au mois d'août (+0,6 % par rapport à juillet). Pour mémoire, dans la foulée de la crise des subprimes, il avait chuté durant 20 mois sans interruption. L'inversion de tendance de la conjoncture semble donc se confirmer.

Septembre

le 03 • **CHINE – FMI** : le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mercredi un accord avec la Chine, qui s'est engagée à participer à la première émission obligataire de l'histoire de cette institution en se portant acquéreur de 50 milliards de dollars de ces titres.

le 04 • **CHINE – Matières premières** : les entreprises chinoises poursuivent leurs achats dans tous les secteurs liés à la production d'énergie et de métaux ; PetroChina va investir 1,7 milliard de dollars dans les sables bitumineux canadiens. Cette somme, le plus important investissement chinois dans ce secteur, va lui permettre de prendre une participation de 60 % dans deux projets d'Athabasca Oil Sands.

le 14 • **ÉTATS-UNIS/CHINE – Échanges commerciaux** : le déficit commercial des États-Unis a augmenté de 16,3 %, atteignant 32 milliards de dollars US, dont 20 milliards de déficit avec la Chine. Ceci explique les tensions entre les deux pays, les États-Unis voulant imposer des droits de douanes supplémentaires aux pneus chinois. D'où une plainte du gouvernement chinois devant l'OMC.

le 17 • **CHINE – Investissements directs à l'étranger** : un consortium d'investisseurs chinois financera une zone de coopération économique et commerciale sur l'île Maurice, d'un montant de 750 millions de dollars US. Cet investissement est le plus important jamais réalisé à Maurice. Il permettra à terme la création de 34 000 emplois et devrait générer des recettes d'exportations annuelles de près de 200 millions de dollars. Les travaux ont été lancés et concernent : la création d'une zone industrielle, d'un établissement hôtelier de luxe, des investissements dans la pêche, l'éducation, l'industrie légère et l'immobilier. L'île Maurice a été choisie pour la construction de cette première zone de coopération en Afrique en raison de sa bonne gouvernance et de sa stabilité politique et économique.

Octobre

le 09 • **CHINE – Investissements directs à l'étranger** : La Guinée et la Chine négocient un gigantesque contrat minier et pétrolier, entre le gouvernement guinéen, le China International Fund Limited (CIF) et la Sonangol, la société pétrolière appartenant à l'État angolais. Ce contrat qui porte sur la prospection des réserves de pétrole offshore, n'est qu'un premier pas vers d'autres contrats nettement plus importants. La Chine serait aussi prête à investir dans des infrastructures routières, ferroviaires, des ports, des hôpitaux etc.

le 20 • **ZONE EURO – Parité euro/dollar** : la monnaie unique européenne a dépassé 1,50 dollar mercredi pour la première fois depuis 14 mois. Depuis le mois de mars et les premiers signes de reprise, l'euro a repris près de 20 % sur le marché des changes face à la monnaie américaine. Une parité de 1,50 dollar pour un euro rend plus chère la zone euro, en particulier les exportations, pénalisant la balance commerciale.

le 30 • **CHINE – Finances** : la Chine inaugure sa nouvelle Bourse réservée aux petites et moyennes entreprises innovantes et dynamiques, baptisée "Chinext", avec un début de cotation dynamique pour les 28 entreprises enregistrées sur ce second marché.

le 31 • **FRANCE – Consommation** : le moral des ménages français n'a pas encore retrouvé les niveaux d'avant la crise. Moins inquiets pour le chômage, ils continuent quand même à vouloir épargner. L'attentisme semble de mise. En revanche les ventes de voitures neuves ont progressé de 20 % sur un an, et 25 % en données corrigées des jours ouvrables. En octobre, le marché a de nouveau été porté par le triple effet de la prime à la casse, du bonus écologique et de l'attractivité des nouveaux modèles.

Novembre

le 02 • **ÉTATS-UNIS – Finances** : le dépôt de bilan de CIT (Commercial Investment Trust), leader du financement des PME aux États-Unis est la cinquième plus grosse faillite depuis 30 ans dans le pays, après celles de Lehman Brothers (2008), Washington Mutual (2008), WorldCom (2002) et General Motors (2008). Après déjà avoir injecté 2,3 milliards de dollars en décembre, Washington a refusé cette fois de venir au secours de CIT.

le 05 • **CHINE – Matières premières** : la Chine est devenue le premier opérateur étranger dans le secteur pétrolier en Irak, devançant les majors historiques dans un pays qui recèle les troisièmes plus grandes réserves trouvées au monde.

Décembre

le 10 • **CHINE – BTP** : la Chine fait son entrée sur le marché européen des infrastructures par la Pologne avec de premiers contrats remportés pour la construction de deux tronçons d'autoroute. Les points forts de la société chinoise sont une expérience gagnée lors des préparatifs aux JO de Pékin 2008 et des liquidités importantes : ils n'ont pas besoin de crédits coûteux, d'où leur prix imbattable (44 % du montant du devis).

le 11 • **PIGS – Dettes de l'État** : après Dubaï, plombé par la dette de son conglomérat, cette semaine la dette de plusieurs États inquiète les marchés. Cette fois ce sont les « PIGS » acronyme déplaisant donné par les anglo-saxons au groupe, Portugal, Irlande, Grèce et Espagne (« Spain »). Comme d'autres pays européens, ces quatre pays voient leur note dégradée par les principales agences de notation.

le 24 • **CHINE – Pétrole** : Caracas et Pékin ont resserré leurs liens avec la signature de 15 accords de coopération mardi soir, dont l'un portant sur l'exploration de réserves de pétrole au Venezuela, et un autre augmentant de 25 % les exportations de brut vénézuélien vers la Chine.

le 25 • **JAPON – Économie** : après avoir injecté 1 000 milliards de yens dans son système bancaire et annoncé un nouveau plan de relance de 184 milliards d'euros, le nouveau gouvernement japonais adopte un projet de budget record pour 2010-2011 (704 milliards d'euros). Le Premier ministre s'est engagé à consacrer l'argent public « davantage aux gens qu'au béton », marquant la rupture avec ses prédécesseurs conservateurs et proches des milieux industriels.

le 30 • **MONDE – Matières premières** : les prix des matières premières tropicales atteignent des niveaux historiques. En cause : le climat (El Niño), le manque d'investissements et la spéculation. Des prix records jamais-vus depuis trente ans selon les analystes.